



Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Convention de financement et de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat et TaM pour les travaux des résidences ACM Habitat Val de Croze 7 & 8 à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'un des grands enjeux affichés par la Métropole dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway est de participer au désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la Politique de la Ville. Le quartier prioritaire de Val de Croze, situé dans la périphérie Ouest de Montpellier, sera prochainement desservi par la ligne 5 de tramway. Une nouvelle station sera créée au droit de la Place de Chine et permettra de desservir les résidences ACM Val de Croze 6, 7 et 8.

Ces résidences vont faire l'objet d'opérations de démolition et de réhabilitation rendues nécessaires pour le passage du tramway. Deux arches de ces résidences se situant sur le tracé du projet devront être démolies, soit 18 logements sur Val de Croze 7, dont 8 démolis partiellement et 8 logements sur Val de Croze 8. Par ailleurs, ACM Habitat doit engager un projet de réhabilitation d'ensemble des résidences Val de Croze 6, 7 & 8, visant notamment à réduire la consommation énergétique et à requalifier les rez-de-chaussée des immeubles.

Dans la perspective d'une gestion optimale des deniers publics, il est proposé que la démolition des deux arches ainsi que le traitement des pignons des bâtiments et la reconfiguration des appartements concernés soient portés par le gestionnaire du patrimoine, à savoir ACM Habitat. Cela permettra d'assurer la cohérence d'ensemble avec le projet global de réhabilitation du quartier porté par ACM Habitat.

La démolition des arches, le traitement des pignons et la reconfiguration des appartements concernés par la démolition étant rendus nécessaires par le passage de la ligne 5, il est proposé que la prise en charge financière soit portée par Montpellier Méditerranée Métropole. TaM en sa qualité de mandataire et tiers payeur de la Métropole pour le projet de la ligne 5 se chargera de la coordination technique, financière et temporelle du projet.

Le coût indicatif prévisionnel de cette opération est estimé à 3,6 M€ TTC :

- 1,8 M€ HT, soit 2,1 M € TTC pour les études et travaux concernant la démolition des arches, les travaux de reprise des façades des pignons et le surcoût des menuiseries des façades des pignons et de la place de Chine ;
- 1,5 M€ TTC correspondant à la valeur des appartements démolis et les frais liés à la libération des logements.

Pour cela, une convention sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole, TaM et ACM Habitat, afin d'établir les termes financiers de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la TaM et ACM Habitat ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183560-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de financement et de maîtrise d'ouvrage 3M - TaM - ACM dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.